



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau  
CS 20105  
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Lons-le-saunier, le 03/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**THIVENT**

Les Moquets  
71800 La Chapelle-Sous-Dun

Références : AC/VV/2025/C\_89  
Code AIOT : 0005401219

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2025 dans l'établissement THIVENT implanté Les Moquets 71800 La Chapelle-sous-Dun. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite d'inspection réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- THIVENT
- Les Moquets 71800 La Chapelle-sous-Dun
- Code AIOT : 0005401219
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de roche massive exploitée par la société THIVENT selon l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 février 2022.

Le démarrage de l'exploitation a eu lieu en 2022 (mise en exploitation des surfaces en extension).

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Sécurité/sûreté

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Commission locale	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.11	Demande d'action corrective	2 mois
8	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 10.4.1	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Volumes de production autorisés	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 1.3.1	Sans objet
2	Décapage des terrains	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.4.2	Sans objet
3	Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.4.4	Sans objet
4	Stockage des matériaux	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.4.5	Sans objet
5	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.6.2.2	Sans objet
7	Emissions de poussières dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 3.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection relève deux non-conformités :

- absence d'organisation de commission locale de concertation en 2022 (année de démarrage de l'exploitation) et 2023,
- plan d'exploitation à compléter de cotes altimétriques de points significatifs dans les zones en cours d'exploitation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Volumes de production autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 1.3.1			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Volumes de production autorisés			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
<b>Rubrique</b>	<b>Régime</b>	<b>Libellé de la rubrique (activité)</b>	<b>N a t u r e d e l'installation et Volume autorisé</b>
2510-1	A	Exploitation de carrières à l'exception de celles visées aux points 5 et 6 (de cette même rubrique).	Surface du périmètre d'autorisation : 28ha 04a 14ca Surface exploitable : 14,25 ha environ Production maximum : 380 000 t/an* Production moyenne : 350 000 t/an* Volume du gisement : 10 300 000 t (d=2,36) Durée : 30 ans

\*production nette commercialisable (hors stériles de production)

**Constats :**

Les quantités extraites (ou produites) à des fins de commercialisation ces 3 dernières années sont en tonnes :

2024 : 293 000  
2023 : 321 000  
2022 : 289 000

Selon l'exploitant, la quantité de déchets d'extraction (terres de découverte du gisement) produite depuis le démarrage de l'exploitation en 2022 est d'environ 50 000 tonnes.

**Observation :** les quantités de matériaux de découverte extraites (entrant dans la catégorie des stériles ou déchets d'extraction inertes) n'ont pas été déclarées dans l'application GERE depuis 2022.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les quantités de stériles (dénommés également déchets d'extraction) produits dans le cadre de l'exploitation de la carrière doivent être déclarées dans le cadre de la déclaration annuelle GERE.  
"On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les

*résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la pré-production) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol)." Cela signifie notamment que les matériaux issus du décapage du site en amont de l'exploitation sont au nombre de ces déchets et doivent être comptabilisés dans ce champ."*

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Décapage des terrains

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Décapage des terrains

### **Prescription contrôlée :**

Aucune extraction ne doit avoir lieu sans décapage préalable de la zone concernée. Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation et en accord avec les plans de phasage.

Les travaux de décapage seront réalisés entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 30 novembre, conformément aux mesures de réduction d'impact de l'article 11.1.1.2 de ce présent arrêté.

Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux terres de découverte. L'horizon humifère et les terres de découverte sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux. Le dépôt des horizons humifères ne doit pas avoir une hauteur supérieure à 2 m afin qu'ils conservent leurs qualités agronomiques.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les matériaux de découverte et les stériles de production utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation de merlons et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

### **Constats :**

Actuellement, une grande partie des surfaces exploitables en extension autorisées a fait l'objet d'un décapage superficiel afin de construire le merlon de protection et d'intégration paysagère en limite nord de l'emprise autorisée tel que demandé dans les prescriptions (thématique remise en état) au cours de la première phase d'exploitation (2022-2027).

Ces travaux de décapage ont eu lieu du 19/09/2022 au 14/10/2022 et juste après le passage d'un écologue.

La terre végétale séparée des autres matériaux de décapage est actuellement mise en stock provisoire sur la surface en extension (sur une hauteur de l'ordre de 2 m) dans l'attente de sa réutilisation pour recouvrir le merlon nord en cours de construction, de même qu'une partie des autres matériaux issus du décapage.

L'exploitant a créé des cordons de rétention (en escalier dans les pentes) afin que les eaux de ruissellement sur les surfaces décapées et sur les stocks de matériaux soient retenues puis décantées avant leur éventuel rejet à l'extérieur du site en limite nord.

Les dépôts de matériaux provisoires sont stabilisés par compactage et talutage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Méthode d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Méthode d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitation respecte les règles d'éloignement prescrites au chapitre 1.6 du présent arrêté.</p> <p>L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert en dent creuse hors d'eau avec remise en état des surfaces exploitées de façon coordonnée à l'avancement.</p> <p>L'extraction des matériaux (hors découverte) est réalisée à l'aide de tirs d'explosifs, par gradins d'une hauteur maximale de 15 m dont les banquettes auront une largeur minimale de 10 m (4 à 6 fronts suivant les phases d'exploitation).</p> <p>La cote minimale d'extraction est de 280 m NGF.</p>
<b>Constats :</b> <p>Selon le dernier plan d'exploitation relevé en janvier 2025, les bords supérieurs de l'excavation sont à plus de 10 mètres des limites de l'emprise autorisée dans les surfaces autorisées à exploiter. L'exploitation est dans la phase 1 qui consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• approfondir et élargir le carreau au niveau de la fosse d'extraction au sud de l'emprise autorisée jusqu'à la cote minimale de 295 m NGF ;</li><li>• mettre en exploitation et extraire superficiellement la partie nord en extension ;</li><li>• construire un merlon de protection et d'intégration paysagère en limite nord ;</li><li>• recréer le lit du cours d'eau le "Grinçon" au pied du merlon nord (qui est actuellement busé au droit de la carrière et qui se jette dans le "Sornin" en fond de vallée) selon les cotes altimétriques d'entrée (359 m NGF et de sortie 346,5 m NGF fixées dans le dossier d'autorisation.</li></ul> <p>Selon le dernier plan d'exploitation relevé en janvier 2025, les gradins en cours d'exploitation en zone sud de l'emprise ont une hauteur maximale de 15 m (3 gradins actuellement) et les banquettes en cours d'exploitation ont une largeur minimale de 10 m.</p> <p>La cote minimale d'extraction est à 298 m NGF au niveau du carreau en zone sud.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Stockage des matériaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des matériaux
<b>Prescription contrôlée :</b>

Le stockage des matériaux commercialisables issus de la production se fait sur la plate-forme de l'installation de traitement et sur la plate-forme de stockage des matériaux élaborés et de recyclage des inertes du BTP au Nord de l'emprise conformément aux données du dossier.

**Constats :**

Les stocks en transit de matériaux commercialisables se trouvent actuellement :

- autour des installations de traitement ;
- dans la fosse d'extraction nord sous forme de versées adossées aux fronts ;
- sur les surfaces en extension en partie nord de l'emprise autorisée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Remise en état**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.6.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Modalités

**Prescription contrôlée :**

La remise en état du site est à vocation écologique. Un plan de l'état final attendu est en annexe 2.

La remise en état doit respecter l'article 11.1.3 du présent arrêté.

Elle comporte notamment la mise en œuvre des mesures suivantes :

et en cours d'exploitation :

- un merlon végétalisé (par ensemencements et plantations sous forme de haies d'un linéaire de 450 m) permettant une intégration paysagère en limite Nord du site sera créé dès la première phase d'exploitation ;
- la création définitive du lit du cours d'eau « Le Grinçon » en pied de merlon sera réalisée dès la 1ère phase avec la mise en place d'une ripisylve.

**Constats :**

Le merlon en limite nord de l'emprise autorisée est en cours de réalisation.

Sa longueur est actuellement d'un linéaire d'environ 300 m.

Il n'est pas encore végétalisé en l'absence de couverture terreuse.

Le lit du cours d'eau « Le Grinçon » en pied de merlon n'a pas encore été réalisé. Cette déviation du cours d'eau nécessite une étude complémentaire. La déviation doit être réalisée pendant la phase 1 dans laquelle la carrière se trouve. Les délais ne sont donc pas encore dépassés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Commission locale**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.11

<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Commission locale
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place une commission locale de concertation et de suivi du site autorisé. Cette commission est composée au minimum des représentants de l'exploitant, d'élus de la commune de La Chapelle-sous-Dun, de représentants d'associations de protection de l'environnement locales et de riverains aux installations, le cas échéant.</p> <p>Le service de l'inspection des installations classées est informé de la tenue de chaque réunion.</p> <p>La commission se réunit au minimum une fois par an sur convocation de l'exploitant.</p> <p>L'exploitant présente à cette occasion les actions menées pour respecter les dispositions de son dossier de demande d'autorisation environnementale et les dispositions réglementaires du présent arrêté et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la situation générale de l'exploitation de la carrière ;</li> <li>• les derniers résultats des analyses environnementales (eaux, air, odeurs, bruit, vibrations) ;</li> <li>• le suivi écologique et le maintien de la biodiversité ;</li> <li>• les travaux réalisés l'année en cours et les projets pour l'année suivante.</li> </ul>
<b>Constats :</b> <p>Depuis le démarrage de l'exploitation, une seule commission locale de concertation a été organisée le 4 avril 2024.</p> <p>Cette commission était composée de deux adjoints au maire de la commune de La Chapelle-sous-Dun, du président de la société de pêche de La Chapelle-sous-Dun, d'un agent de l'OFB et de riverains à la carrière.</p> <p>L'inspection a été tenue informé (et invitée à cette commission).</p> <p>Lors de cette commission, l'exploitant a présenté la situation générale de l'exploitation de la carrière, les résultats des derniers suivis environnementaux obligatoires, les derniers suivis écologiques dans la carrière (et notamment ceux relatifs au grand duc et au sonneur à ventre jaune).</p> <p>La prochaine commission est prévue le 17 juin 2025.</p> <p><b>Non-conformité :</b> absence de commissions locales de concertation en 2022 et en 2023.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>La concertation locale est à organiser une fois par an (sauf événement ou contrainte exceptionnels).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Emissions de poussières dans l'environnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>



Conformément à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé, l'exploitation de la carrière est soumise à la surveillance des émissions de poussières dans l'environnement.

Chaque année, l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

L'exploitant procède à la surveillance des retombées de poussières dans l'environnement autour de la carrière depuis l'obligation réglementaire en 2018.

Il a mandaté un bureau d'études (ITGA) qui dresse annuellement un bilan des mesures.

En 2023, la moyenne des mesures annuelles était de l'ordre de 100 mg/m<sup>2</sup>/jour pour les jauges de type b (proches des premières habitations et de l'école de La Chapelle-sous-Dun), (la valeur limite maximale étant de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante selon l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrière). Le rapport du bureau d'études précise dans ses conclusions les principaux éléments clés : composition du plan de surveillance, nombre de campagnes réalisées, conditions météo et données enregistrées (pluie et vent), niveau d'exploitation, niveaux d'empoussièrement moyens et maximum mesurés, conformité des mesures avec la valeur limite maximale réglementaire, rappel de l'historique des mesures depuis 2020.

En 2024, la moyenne des mesures annuelles était de l'ordre de 300 mg/m<sup>2</sup>/jour pour les jauges de type b (proches des premières habitations et de l'école de La Chapelle-sous-Dun), (la valeur limite maximale étant de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante selon l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrière). Le rapport du bureau d'études précise dans ses conclusions les principaux éléments clés : composition du plan de surveillance, nombre de campagnes réalisées, conditions météo et données enregistrées (pluie et vents), niveau d'exploitation, niveaux d'empoussièrement moyens et maximum mesurés, conformité des mesures avec la valeur limite maximale réglementaire, rappel de l'historique des mesures depuis 2021.

Les résultats de la première campagne en juin 2024 sont quasiment tous supérieurs à 500 mg/m<sup>2</sup>/j (519 à 640 mg/m<sup>2</sup>/j) sauf pour la mesure au niveau de l'école de La Chapelle-sous-Dun (477 mg/m<sup>2</sup>/j pour la moyenne sur les 29 jours de collecte). Selon l'exploitant, cette forte augmentation sur tous les points de mesure est due à une pluie de sable tombée au moment de la campagne de mesure dans le secteur.

Les valeurs annuelles glissantes sont toutefois inférieures à 375 mg/m<sup>2</sup>/j pour les station de type b depuis 2021.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Lors d'évènements météorologiques exceptionnels pouvant altérés fortement les mesures et résultats de retombées de poussières dont la carrière serait à l'origine, il est conseillé de refaire une campagne de mesures complète ou de justifier les anomalies de résultats dans les conclusions des bilans annuels.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Plan d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 10.4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan annuel

**Prescription contrôlée :**

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;
- les bords de la fouille ;
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;
- l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...) et des stocks de matériaux ;
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- le positionnement et les hauteurs des fronts ;
- les zones de stockages de déchets d'extraction inertes et terres non polluées provenant de l'activité ;
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

**Constats :**

L'exploitant a présenté son dernier plan d'exploitation relevé en janvier 2025 à l'échelle 1/1000 (plan orienté et légendé).

Le plan ne fait figurer que quelques points significatifs avec leur cote altimétrique qui sont en nombre insuffisant pour statuer sur la conformité de l'exploitation.

**Non-conformité :** le plan est à compléter de points significatifs avec leur cote d'altitude (bords de front, pieds de front, stocks notamment).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Transmettre à l'inspection un plan complété de cotes altimétriques de points significatifs notamment au niveau des zones en cours d'exploitation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

